

**COUR D'APPEL DE PARIS**  
**ARRÊT DU 21 mai 2021**

**Pôle 5 - Chambre 2**

Numéro d'inscription au répertoire général : n° **RG 17/22654** -  
n° Portalis 35L7-V-B7B-B4UEL

Décision déferée à la Cour : jugement du 12 décembre 2014 - Tribunal  
de grande instance de PARIS - 3ème chambre 2ème section - RG  
n°12/02126

**APPELANTS**

**Mme G B épouse M**

[...]

**M. J M**

[...]

**M. P**

[...]

Représentés par Me M B de la SELARL LEXAVOUE PARIS-  
VERSAILLES, avocat au barreau de PARIS, toque C 2477

Assistés de Me M S plaidant pour la SELARL CABINET BOUCHARA  
AVOCATS, avocate au barreau de PARIS, toque C 594

**S.A.S.U. AMBRE MEDIA GROUP, représentée par la S.C.P. A & R,  
agissant la personne de Maître J R , ès-qualités de mandataire  
ad'hoc**

4, rue Galvani

75838 PARIS CEDEX 17

Immatriculée au rcs de Paris sous le numéro 535 165 245

**S.A.S.U. REPERTOIRE DES SOCIETES ET DES INDEPENDANTS,  
représentée par la S.C.P. A & R agissant la personne de Maître J  
R , ès-qualités de mandataire ad hoc**

34, avenue des Champs-Élysées

75008 PARIS

Immatriculée au rcs de Paris sous le numéro 520 831 736

Représentées par Me V G , avocat au barreau de PARIS, toque E  
1719

**INTERVENANTES VOLONTAIRES**

**S.C.P. A & R, représentée par Me J R , agissant en sa qualité de  
mandataire ad'hoc de la société AMBRE MEDIA GROUP**

37, avenue de Friedland

75008 PARIS

**S.C.P. A & R, représentée par Me J R , agissant en sa qualité de mandataire ad'hoc de la société REPERTOIRE DES SOCIETES ET DES INDEPENDANTS (RSI)**

37, avenue de Friedland

75008 PARIS

Représentées par Me V G , avocat au barreau de PARIS, toque E 1719

**INTERVENANTE FORCEE EN REPRISE D'INSTANCE et comme telle APPELANTE**

**S.C.P. BTSG, représentée par Me G, prise en sa qualité de mandataire judiciaire à la liquidation judiciaire de la société REPERTOIRE DES SOCIETES ET DES INDEPENDANTS (RSI)**

15, rue de l'Hôtel de Ville

92200 NEUILLY-SUR-SEINE

Assignée à personne habilitée et n'ayant pas constitué avocat

**INTERVENANTE VOLONTAIRE EN REPRISE D'INSTANCE et comme telle INTIMEE AU PRINCIPAL et APPELANTE EN INTERVENTION FORCEE EN REPRISE D'INSTANCE**

**AGENCE CENTRALE DES ORGANISMES DE SECURITE SOCIALE, venant aux droits de la CAISSE NATIONALE DELEGUEE POUR LA SECURITE SOCIALE DES TRAVAILLEURS INDEPENDANTS, anciennement dénommée CAISSE NATIONALE DU REGIME SOCIAL DES INDEPENDANTS**

**Etablissement public national à caractère administratif, prise en la personne de son directeur général domicilié en cette qualité au siège social situé**

36, rue de Valmy

93108 MONTREUIL CEDEX

Représentée par Me F T de l'AARPI TEYTAUD-SALEH, avocat au barreau de PARIS, toque J 125

Assistée de Me V B plaçant pour la SELAS ALAIN BENSOUSSAN, avocat au barreau de PARIS, toque E 241

**COMPOSITION DE LA COUR :**

En application des dispositions des articles 805 et 907 du code de procédure civile, l'affaire a été débattue le 25 mars 2021, en audience publique, les avocats ne s'y étant pas opposés, devant Mme A M, Conseillère, chargée d'instruire l'affaire, laquelle a préalablement été entendue en son rapport

Mme A M a rendu compte des plaidoiries dans le délibéré de la Cour, composée de :

Mme B C , Présidente

Mme L L , Conseillère

Mme A M , Conseillère

**Greffière lors des débats : Mme C T**

**ARRET :**

Réputé contradictoire

Par mise à disposition de l'arrêt au greffe de la Cour, les parties en ayant été préalablement avisées dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article 450 du code de procédure civile

Signé par Mme B C , Présidente, et par Mme C T , Greffière, présente lors de la mise à disposition.

Vu le jugement contradictoire rendu le 12 décembre 2014 par le tribunal de grande instance de Paris ;

Vu l'appel interjeté le 8 janvier 2015 par Mme G B épouse M, M. J M, M. P , la société Ambre Media Group et la société Répertoire des sociétés et des indépendants ;

Vu l'ordonnance du conseiller de la mise en état du 3 septembre 2015 prononçant la radiation du rôle de l'affaire enregistrée sous le n° RG 15/705 ;

Vu les ordonnances du 1er août 2017 du Président du tribunal de commerce de Paris désignant Me J R de la SCP A et R ès qualités de mandataire ad hoc des sociétés Ambre Media Group et Répertoire des Sociétés et des Indépendants en suite de leur radiation d'office du registre du commerce et des sociétés en application de l'article R. 123-125 du code de commerce ;

Vu l'assignation en date du 7 août 2017 aux fins de constitution et de reprise de l'instance délivrée par la Caisse Nationale déléguée pour la sécurité sociale des travailleurs indépendants à MM. P, M et Mme B épouse M ainsi qu'à la société Ambre Media Group et à la société Répertoire des sociétés et des indépendants, en suite de la cessation de fonction de leur avocat le 1er janvier 2016 emportant interruption de l'instance ;

Vu la réinscription au rôle de l'affaire sous le n° RG 17/22654 ;

Vu la constitution des sociétés Ambre Media Group et Répertoire des Sociétés et des Indépendants représentées par leur mandataire ad hoc en date du 16 février 2018, d'une part, et la constitution de Mme M, M. M et, M. P en date du 27 février 2018, d'autre part ;

Vu le jugement du tribunal de commerce de Paris en date du 4 juillet 2018 ouvrant une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de la

société Répertoire des Sociétés et des Indépendants et désignant la société BTSG, en la personne de M. G, ès qualités de liquidateur judiciaire ;

Vu l'assignation en intervention forcée en date du 8 octobre 2018 de la société BTSG, en la personne de M. G, ès qualités de liquidateur judiciaire de la société Répertoire des Sociétés et des Indépendants ;

Vu les dernières conclusions remises au greffe et notifiées par voie électronique le 10 août 2015 de la société Ambre Media Group, appelante ;

Vu les dernières conclusions remises au greffe, et notifiées par voie électronique le 11 octobre 2019 par MM. P, M et Mme B épouse M, appelants ;

Vu les dernières conclusions remises au greffe, et notifiées par voie électronique le 13 janvier 2021 par l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale, venant aux droits de la Caisse nationale déléguée pour la sécurité sociale des travailleurs indépendants (ci-après CNDSSSTI), intimée et signifiées par acte du 20 janvier 2021 à la société BTSG, ès qualités ;

Vu l'ordonnance de clôture du 25 février 2021 ;

### **SUR CE, LA COUR,**

Il est expressément renvoyé, pour un exposé complet des faits de la cause et de la procédure à la décision entreprise et aux écritures précédemment visées des parties.

La caisse nationale du régime social des indépendants devenue la CNDSSSTI au 1er janvier 2018, était un organisme de droit privé chargé d'une mission de service public à savoir la gestion du régime obligatoire de sécurité sociale des personnes exerçant une activité professionnelle artisanale, industrielle, commerciale ou libérale.

Elle expose être notamment titulaire des marques françaises suivantes :

- marque semi-figurative RSI, déposée le 24 octobre 2005 sous le n°3 388 882 pour désigner en classe 36 les : 'Assurances; affaires financières ; affaires monétaires ; affaires immobilières ; caisses de prévoyance ; gérance de biens immobiliers, services de financement ; analyse financière ; constitution ou investissement de capitaux ; consultation en matière financière ; estimations financières (assurances, banques, immobilier) ; placement de fonds ; Caisse de sécurité sociale ; assurance maladie; agences de recouvrement de créances ; services de recouvrement de cotisations ; services de caisses de paiement de retraites',

- marque semi-figurative RSI REGIME SOCIAL DES INDEPENDANTS déposée le 24 octobre 2005 sous le n°3 388 884 pour désigner en classe 36 les mêmes services que la précédente,

- marque semi-figurative en couleur RSI REGIME SOCIAL DES INDEPENDANTS déposée le 24 octobre 2005 sous le n°3 388 885 pour désigner en classe 36 les mêmes services que les précédentes.

Elle indique avoir constaté que la société Répertoire des Sociétés et des Indépendants (ci-après société RSI), créée le 21 janvier 2010 par Mme B épouse M (Mme M) qui a ensuite cédé ses parts à M. M, avait pour nom commercial RSI Répertoire des sociétés et des indépendants, pour signe RSI, utilisait comme nom de domaine repertoiresdespros.com - RSI, et détournait des assurés de la caisse RSI.

Elle ajoute que l'associé unique de cette société, M. M, a déposé les quatre marques françaises suivantes :

- marque semi-figurative RSI REPERTOIRE DES SOCIETES ET DES INDEPENDANTS, déposée le 21 avril 2011 sous le n°3 825 650 pour désigner plusieurs produits et services relevant des classes 16, 35, 38, 39, 41, 42 et 45,

- marque semi-figurative RSI REFERENCEMENT DES SOCIETES ET DES INDEPENDANTS déposée le 27 juillet 2011 sous le n°3 849 260 pour désigner également des produits et services relevant des classes 16, 35, 38, 39, 41, 42 et 45,

- marque verbale RSI REPERTOIRE SPECIAL DES INDEPENDANTS déposée le 22 août 2011 sous le n°3 853 931, pour désigner des produits et services dans les mêmes classes que les précédentes,

- marque RSI déposée le 31 août 2011 sous le n°3 855 691 pour désigner plusieurs produits et services des classes 9, 14, 16, 18, 20, 25, 34, 35, 38, 39, 41, 42 et 45,

Elle précise que le président de la société Répertoire des Sociétés et des Indépendants, M. P, a pour sa part déposé le 22 décembre 2009 sous le n°3 701 004 la marque française semi-figurative RSI RENSEIGNEMENTS SUR LES INDEPENDANTS pour désigner plusieurs produits et services des classes 16, 35 et 41.

Elle relève enfin que Mme M est quant à elle titulaire de la marque française semi-figurative RSI REPERTOIRE DES SOCIETES ET DES INDEPENDANTS déposée le 3 mai 2010 sous le n°3 735 455 pour désigner des produits et services des classes 16, 35 et 41.

C'est dans ce contexte que la caisse nationale du régime social des indépendants a, par actes du 16 janvier 2012, fait assigner la société Répertoire des Sociétés et des Indépendants, M. et Mme M et M. P devant le tribunal de grande instance de Paris en nullité de marques pour dépôt frauduleux, atteinte aux marques de renommée, concurrence déloyale et parasitaire.

Par acte du 16 janvier 2012, la caisse nationale du régime social des indépendants a fait assigner aux mêmes fins la société Ambre Media Group créée par M. M et à laquelle les marques litigieuses ont été transférées. Les deux instances ont été jointes par ordonnance du 13 septembre 2012.

Par jugement du 12 décembre 2014, le tribunal de grande instance de Paris a :

- rejeté les fins de non-recevoir ;
- écarté des débats la pièce 10 des défendeurs ;
- dit que les marques RSI n°3 388 882, RSI REGIME SOCIAL DES INDEPENDANTS n°3 388 884 et RSI REGIME SOCIAL DES INDEPENDANTS n°3 388 885 ainsi que le sigle RSI sont des signes de renommée ;
- dit que les marques REPERTOIRE DES SOCIETES ET DES INDEPENDANTS n°3 825 650, RSI REFERENCEMENT DES SOCIETES ET DES INDEPENDANTS n°3 849 260, RSI REPERTOIRE SPECIAL DES INDEPENDANTS n°3 853 931, RSI n°3 855 691, RSI RENSEIGNEMENTS SUR LES INDEPENDANTS n°3 701 004, RSI REPERTOIRE DES SOCIETES ET DES INDEPENDANTS n°3 735 455 ont été déposées frauduleusement ;
- dit qu'en les reproduisant pour l'une d'elles et en les imitant, la société Répertoire des sociétés et des indépendants, la société Ambre média group, M. et Mme M et M. P ont porté atteinte aux marques de renommée RSI n°3 388 882, RSI REGIME SOCIAL DES INDEPENDANTS n°3 388 884 et RSI REGIME SOCIAL DES INDEPENDANTS n°3 388 885 dont est titulaire la caisse nationale du régime social des indépendants ;
- dit qu'ont en outre été commis des actes de parasitisme ;
- interdit la poursuite de ces agissements, sous astreinte de 350 euros par infraction relevée passé un délai d'un mois après la signification du présent jugement ;
- prononcé l'annulation des marques REPERTOIRE DES SOCIETES ET DES INDEPENDANTS n°3 825 650, RSI REFERENCEMENT DES SOCIETES ET DES INDEPENDANTS n°3 849 260, RSI

REPERTOIRE SPECIAL DES INDEPENDANTS n°3 853 931, RSI n°3 855 691, RSI RENSEIGNEMENTS SUR LES INDEPENDANTS n°3 701 004, RSI REPERTOIRE DES SOCIETES ET DES INDEPENDANTS n°3 735 455 ;

- dit que la présente décision, une fois devenue définitive, sera portée à la connaissance de l'INPI pour inscription au Registre National des Marques par le Greffier à la requête de la partie la plus diligente ;

- condamné in solidum la société Répertoire des sociétés et des indépendants, la société Ambre média group, M. M, Mme B épouse M et M. P à payer à la caisse nationale du régime social des indépendants la somme de 10.000 euros en réparation de l'atteinte portée à ses marques de renommée, et celle de 10.000 euros au titre du parasitisme, la capitalisation des intérêts étant ordonnée à compter de la signification du présent jugement conformément aux dispositions des articles 1153-1 et 1154 du code civil ;

- rejeté les demandes plus amples et contraires ;

- condamné in solidum la société Répertoire des sociétés et des indépendants, la société Ambre média group, M. M, Mme B épouse M et M. P à payer à la caisse nationale du régime social des indépendants la somme de 4.000 euros sur le fondement de l'article 700 du code de procédure civile ;

- condamné in solidum la société Répertoire des sociétés et des indépendants, la société Ambre média group, M. M, Mme B épouse M et M. P aux dépens, qui seront recouvrés conformément aux dispositions de l'article 699 du Code de procédure civile ;

- ordonné l'exécution provisoire.

La société Répertoire des sociétés et des indépendants, la société Ambre média group, M. M, Mme B épouse M et M. P ont relevé appel de cette décision.

Le 3 septembre 2015, le conseiller de la mise en état a ordonné la radiation du rôle de l'affaire au visa de l'article 526 du code de procédure civile, en précisant que le rétablissement de celle-ci serait autorisé sur justification de l'acquittement total des sommes au versement desquelles les appelants ont été condamnés.

Le 1er janvier 2016, Me X, avocat constitué des appelants, a cessé ses fonctions, emportant interruption de l'instance en application de l'article 369 du code de procédure civile.

Dans l'intervalle, la radiation d'office des sociétés Répertoire des sociétés et des indépendants et Ambre média group a été mentionnée respectivement le 31 octobre 2014 et le 3 mars 2014 au registre du

commerce et des sociétés pour cessation d'activités en application de l'article R. 123-125 du code de commerce.

Par ordonnances du 1er août 2017, le président du tribunal de commerce de Paris, sur la demande de la caisse nationale du régime social des indépendants, a désigné un mandataire ad hoc aux fins de représentation des sociétés radiées.

Par acte du 7 août 2017 la caisse nationale du régime social des indépendants a fait citer l'ensemble des appelants à fins de constitution et reprise d'instance.

La société Répertoire des Sociétés et des Indépendants a fait l'objet d'une liquidation judiciaire prononcée par jugement du tribunal de commerce de Paris le 4 juillet 2018 désignant la SCP BTSG en la personne de Me G en tant que liquidateur.

La SCP BTSG, ès qualités, a été atraite dans la cause par la caisse nationale déléguée pour la sécurité sociale des travailleurs indépendants (CNDSSSTI -anciennement caisse nationale du régime social des indépendants) par acte en date du 8 octobre 2018.

La CNDSSSTI a été dissoute au 1er janvier 2020 et l'agence centrale des organismes de sécurité sociale (Acos) est venue aux droits de cette caisse.

En application de l'article 15 XVI 4° c) de la loi n°2017-1836 du 30 décembre 2017 de financement de la sécurité sociale pour 2018, les marques, noms de domaine de la caisse nationale du régime social des indépendants devenue CNDSSSTI dissoute, ainsi que les actions attachées, ont été transférés de plein droit à l'Acos au 1er janvier 2020 dans les conditions et modalités prévues par la convention du 31 décembre 2019.

Il convient tout d'abord de relever que si la société Ambre Media Group représentée par la SCP A & R en la personne de Me R ès qualités de mandataire ad hoc, a constitué avocat en suite de la cessation des fonctions le 1er janvier 2016 de son conseil, Me X, et de l'interruption de l'instance qui en a découlé, elle n'a pas conclu à nouveau. Seront donc prises en considération en ce qui la concerne, les conclusions en date du 10 août 2015.

Ensuite, il doit être constaté que la société Répertoire des sociétés et des Indépendants, représentée par la SCP BTSG, ès qualités de liquidateur judiciaire, n'a pas constitué avocat, en suite de son placement en liquidation judiciaire, et que la procédure de liquidation a par ailleurs été clôturée pour insuffisance d'actif par décision du 13 août 2020 du tribunal de commerce de Paris qui a entraîné la fin de la mission des organes et partant de la représentation du débiteur



par le liquidateur et provoqué de plein droit la dissolution de la personne morale.

Par leurs dernières conclusions, M. P, M. M et Mme B épouse M demandent :

In limine litis, au visa de l'article 526 du code de procédure civile, au conseiller de la mise en état de constater la péremption d'instance et, partant, l'irrégularité de la réinscription de l'affaire au rôle.

Au fond, au visa des articles 32 du code de procédure civile, L. 411-1 et R. 414-1 du code de la mutualité, L. 711-2, L. 711-3, L. 711-4 et L. 713-5 du code de la propriété intellectuelle et 1382 et suivants du code civil, à la cour de réformer en toutes ses dispositions le jugement du tribunal de grande instance de Paris du 12 décembre 2014 (RG n°12/02126) et de :

- prononcer la nullité des marques RSI n°3 388 882, RSI REGIME SOCIAL DES INDEPENDANTS n°3 388 884 et RSI REGIME SOCIAL DES INDEPENDANTS n°3 388 885 pour absence de caractère distinctif ; subsidiairement constater qu'elles sont dépourvues de caractère distinctif s'agissant de leurs éléments verbaux ;

- dire que la CNDSSSTI est irrecevable à agir pour défaut de qualité à l'encontre de l'intégralité des appelants et a minima à l'encontre de MM. P et M et Mme B ;

- déclarer l'action en réparation de la CNDSSSTI irrecevable à l'encontre de MM. P et M et Mme B, eu égard au transfert de propriété des marques litigieuses au profit de la Société Ambre Media Group ;

- déclarer l'action en réparation de la CNDSSSTI irrecevable sur le fondement des marques "RSI" n°05 3 388 882, "RSI Régime Social des Indépendants" n°05 3 388 884 et "RSI Régime Social des Indépendants" n°05 3 388 885 à défaut pour elle de justifier de la commission d'actes litigieux postérieurs à la date à laquelle ses droits ont été rendus opposables aux tiers ;

- juger l'action de la CNDSSSTI irrecevable ou à tout le moins mal fondée ;

- débouter la CNDSSSTI de toutes ses demandes, fins et conclusions ;

- constater le changement de dénomination et d'acronyme de la caisse ;

- dire et juger que le sigle RSI ne constitue pas une marque notoirement connue au sens de l'article 6 bis de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle ;

- déclarer la pièce n° 10 admissible au débat ;
  - débouter la CNDSTI de ses demandes sur le fondement des articles L.714-3, L.711-4 et L.711-3 c) ainsi que sur le fondement de l'adage « *fraus omnia corrumpit* » ;
  - débouter la CNDSTI de ses demandes sur le fondement de la responsabilité civile de MM. M et P, et de Mme B, de la société Répertoire des Sociétés et des Indépendants et de la société Ambre Media Group ;
  - dire et juger que le dépôt des marques françaises RSI REPERTOIRE DES SOCIETES ET DES INDEPENDANTS n° 3 825 650, RSI REFERENCEMENT DES SOCIETES ET DES INDEPENDANTS n° 3 849 260, RSI REPERTOIRE SPECIAL DES INDEPENDANTS n° 3 853 931, RSI n°3 855 691, RSI RENSEIGNEMENTS SUR LES INDEPENDANTS n°3 701 004, RSI REPERTOIRE DES SOCIETES ET DES INDEPENDANTS n° 3 735 455, ainsi que la reproduction et l'usage du sigle RSI ne sont pas de nature à porter préjudice à la CNDSTI ;
  - dire et juger que le dépôt des marques françaises RSI REPERTOIRE DES SOCIETES ET DES INDEPENDANTS n° 3 825 650, RSI REFERENCEMENT DES SOCIETES ET DES INDEPENDANTS n° 3 849 260, RSI REPERTOIRE SPECIAL DES INDEPENDANTS n°3 853 931, RSI n°3 855 691, RSI RENSEIGNEMENTS SUR LES INDEPENDANTS n°3 701 004, RSI REPERTOIRE DES SOCIETES ET DES INDEPENDANTS n°3 735 455 ne constitue pas une exploitation injustifiée des marques invoquées de la CNDSTI ;
  - dire et juger que MM. M et P, Mme B, la société Répertoire des Sociétés et des Indépendants et la société Ambre Media Group ne commettent pas d'agissements parasitaires ;
  - débouter la CNDSTI de ses demandes sur le fondement de la concurrence déloyale ;
  - débouter la CNDSTI de l'ensemble de ses demandes pécuniaires ;
  - condamner la CNDSTI à verser aux appelants la somme globale de 15.000 euros sur le fondement de l'article 700 du code de procédure civile ;
  - condamner la CNDSTI aux entiers dépens de première instance et d'appel qui pourront être recouvrés dans les conditions de l'article 699 du code de procédure civile.
- Par ses conclusions, la société Ambre Media Group sollicite de la cour de réformer le jugement déféré en toutes ses dispositions et de :

- dire que la caisse nationale du régime social des indépendants n'a pas qualité à agir,
- débouter la caisse nationale du régime social des indépendants de toutes ses demandes, fins et conclusions,
- juger l'action de la caisse nationale du régime social des indépendants irrecevable et à tout le moins mal fondée,
- déclarer l'action en réparation de la caisse nationale du régime social des indépendants irrecevable à l'encontre de MM. P et M et de Mme B, eu égard au transfert de propriété des marques litigieuses au profit de la société Ambre Media Group ;
- déclarer l'action en réparation de la caisse nationale du régime social des indépendants irrecevable sur le fondement des marques "RSI" n°05 3 388 882, "RSI Régime Social des Indépendants" n° 05 3 388 884 et "RSI Régime Social des Indépendants" n°05 3 388 885 a défaut pour elle de justifier de la commission d'actes litigieux postérieurs à la date à laquelle ses droits ont été rendus opposables aux tiers ;
- dire et juger que le sigle RSI ne constitue pas une marque notoirement connue au sens de l'article 6 bis de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle ;
- débouter l'action de la caisse nationale du régime social des indépendants sur le fondement des articles L.714 3, L.711 4 et L.711 3 c) ainsi que sur le fondement de l'adage 'fraus omnia corrumpit' ;
- débouter la caisse nationale du régime social des indépendants de ses demandes sur le fondement de la responsabilité civile de MM. M, P, Mme B, de la société Répertoire des Sociétés et des Indépendants et de la société Ambre Media Group ;
- dire et juger que le dépôt des marques françaises RSI REPERTOIRE DES SOCIETES ET DES INDEPENDANTS n°3 825 650, RSI REFERENCEMENT DES SOCIETES ET DES INDEPENDANTS n°3 849 260, RSI REPERTOIRE SPECIAL DES INDEPENDANTS n°3 853 931, RSI n°3 855 691, RSI RENSEIGNEMENTS SUR LES INDEPENDANTS n°3 701 004, RSI REPERTOIRE DES SOCIETES ET DES INDEPENDANTS n°3 735455, ainsi que la reproduction et l'usage du sigle RSI ne sont pas de nature à porter préjudice à la caisse nationale du régime social des indépendants ;
- dire et juger que le dépôt des marques françaises RSI REPERTOIRE DES SOCIETES ET DES INDEPENDANTS n°3 825 650, RSI REFERENCEMENT DES SOCIETES ET DES INDEPENDANTS n°3 849 260, RSI REPERTOIRE SPECIAL DES INDEPENDANTS n°3 853 931, RSI n°3 855 691, RSI RENSEIGNEMENTS SUR LES INDEPENDANTS n°3 701 004, RSI REPERTOIRE DES SOCIETES

ET DES INDEPENDANTS n°3 735 455 ne constituent pas une exploitation injustifiée des marques invoquées de la caisse nationale du Régime social des indépendants;

- dire et juger que MM. M, P, Mme B, la société Répertoire des Sociétés et des Indépendants et la société Ambre Media Group ne commettent pas d'agissements parasites;

- débouter l'action de la caisse nationale du régime social des indépendants sur le fondement de la concurrence déloyale ;

- déclarer la pièce n° 10 admissible au débat ;

- rejeter l'appel incident de la société caisse nationale du régime social des Indépendants ;

- condamner la caisse nationale du régime social des indépendants à verser à la société Répertoire des Sociétés et des Indépendants la somme globale de 15.000 euros sur le fondement de l'article 700 du code de procédure civile;

- condamner la caisse nationale du régime social des indépendants aux entiers dépens de première instance et d'appel qui pourront être recouvrés dans les conditions de l'article 699 du code de procédure civile.

Par ses dernières conclusions l'Acoss venant aux droits de la CNDSSSTI sollicite de la cour de :

- la déclarer recevable et bien fondée en son appel incident, en conséquence :

- déclarer la société Répertoire des Sociétés et des Indépendants, la société Ambre Media Group, M. M, Mme B, épouse M, et M. P mal fondés en leur appel ;

- rejeter la demande de constatation de la péremption d'instance formée par M. M, Mme B, épouse M, et M. P ;

- subsidiairement, mettre fin à l'instance à l'égard de l'ensemble des parties ;

- rejeter les fins de non-recevoir formées par M. M, Mme B, épouse M, et M. P ;

- rejeter la demande de nullité des marques RSI n°3 388 882, RSI REGIME SOCIAL DES INDEPENDANTS n°3 388 884 et RSI REGIME SOCIAL DES INDEPENDANTS n°3 388 885 formée en appel par M. M, Mme G B , épouse M, et M. P , et si la cour devait la juger recevable, les en débouter ;

- confirmer le jugement rendu par le tribunal de grande instance de Paris le 12 décembre 2014 en ce qu'il a :

- écarté des débats la pièce n°10 produite par les appelants ;

- dit que les marques RSI n°3 388 882, RSI REGIME SOCIAL DES INDEPENDANTS n°3 388 884 et RSI REGIME SOCIAL DES INDEPENDANTS n°3 388 885 et le sigle RSI étaient des marques de renommée et le sigle « RSI » était un signe notoire, et que les sociétés REPERTOIRE DES SOCIETES ET DES INDEPENDANTS, AMBRE MEDIA GROUP, M. M, Mme G B , épouse M, et M. P y ont porté atteinte ;

- dit que les marques REPERTOIRE DES SOCIETES ET DES INDEPENDANTS n°3 825 650, RSI REFERENCEMENT DES SOCIETES ET DES INDEPENDANTS n°3 849 260, RSI REPERTOIRE SPECIAL DES INDEPENDANTS n°3 853 931, RSI n°3 855 691, RSI RENSEIGNEMENTS SUR LES INDEPENDANTS n°3 701 004, RSI REPERTOIRE DES SOCIETES ET DES INDEPENDANTS n°3 735 455 ont été déposées frauduleusement, en conséquence, a prononcé l'annulation de ces marques et dit que la décision, une fois devenue définitive, serait portée à la connaissance de l'INPI pour inscription au Registre National des Marques par le greffier à la requête de la partie la plus diligente ;

- dit que la société Répertoire des Sociétés et des Indépendants, la société Ambre Media Group, M. M, Mme G B , épouse M, et M. P ont commis des actes de parasitisme ;

- interdit la poursuite de ces agissements, sous astreinte de 350 euros par infraction relevée passé un délai d'un mois après la signification du jugement ;

- condamné in solidum la société Répertoire des Sociétés et des Indépendants, la société Ambre Media Group, M. M, Mme G B , épouse M, et M. P à lui payer la somme de 4.000 euros sur le fondement de l'article 700 du code de procédure civile ainsi qu'aux dépens ;

- infirmer pour le surplus, statuant à nouveau et y ajoutant :

- débouter M. M, Mme G B , épouse M, et M. P de leur demande de mise hors de cause ;

- réputer non écrit l'ensemble des développements qui, au sein des écritures des appelants, font référence au contenu de leur pièce n°10 à savoir :

- le paragraphe 5 de la page 14 des conclusions communiquées par M. M, Mme G B , épouse M, et M. P le 11 octobre 2019 ci-dessous,
- le paragraphe 5 de la page 26 des conclusions communiquées par M. M, Mme G B , épouse M, et M. P le 11 octobre 2019 ci-dessous,
- les paragraphes 5 à 8 de la page 33 des conclusions communiquées par M. M, Mme G B , épouse M, et M. P le 11 octobre 2019 ci-dessous,
- le paragraphe 7 de la page 50 des conclusions communiquées par M. J M, Mme G B , épouse M, et M. P le 11 octobre 2019 ci-dessous,
- le paragraphe 9 de la page 54 des conclusions communiquées M. M, Mme G B , épouse M, et M. P le 11 octobre 2019 ci-dessous,
- le paragraphe 5 de la page 9 des conclusions communiquées par l'ensemble des appelants le 8 avril 2015 ci-dessous,
- le paragraphe 9 de la page 9 des conclusions communiquées par l'ensemble des appelants le 8 avril 2015 ci-dessous,
- le paragraphe 2 de la page 12 des conclusions communiquées par l'ensemble des appelants le 8 avril 2015 ci-dessous,
- le paragraphe 1 de la page 13 des conclusions communiquées par l'ensemble des appelants le 8 avril 2015 ci-dessous :
- le paragraphe 5 de la page 17 des conclusions communiquées par l'ensemble des appelants le 8 avril 2015 ci-dessous,
- le paragraphe 3 de la page 20 des conclusions communiquées par l'ensemble des appelants le 8 avril 2015 ci-dessous,
- le paragraphe 5 de la page 40 des conclusions communiquées par l'ensemble des appelants le 8 avril 2015 ci-dessous,
- dire qu'en déposant et en utilisant les marques REPERTOIRE DES SOCIETES ET DES INDEPENDANTS n°3 825 650, RSI REFERENCEMENT DES SOCIETES ET DES INDEPENDANTS n°3 849 260, RSI REPERTOIRE SPECIAL DES INDEPENDANTS n°3 853 931, RSI n°3 855 691, RSI RENSEIGNEMENTS SUR LES INDEPENDANTS n°3 701 004, RSI REPERTOIRE DES SOCIETES ET DES INDEPENDANTS n°3 735 455, notamment par la reproduction du sigle RSI, de manière apparente sur les pages du site ainsi que sur les formulaires d'inscription et de cotisation, pour promouvoir ses propres services, sous la dénomination sociale « RSI », M. M, M. P, Mme B épouse M et la société Répertoire des Sociétés et des Indépendants ont commis des actes de concurrence déloyale engageant leur responsabilité civile par usurpation du sigle et

usurpation des noms de domaine « rsi.fr » et « le-rsi.fr »  
;[www.repertoiredespros.com](http://www.repertoiredespros.com)

- condamner in solidum M. M, Mme G B , épouse M, et M. P, la société Répertoire des Sociétés et des Indépendants et la société Ambre Media Group à lui verser la somme de de 30.000 euros en réparation de son préjudice d'image et 20.000 euros, à parfaire, en réparation de son préjudice résultant de la perturbation de sa mission de service public ;

- ordonner la publication aux frais in solidum de M. M, Mme G B , épouse M, et M. P, la société Répertoire des Sociétés et des Indépendants et la société Ambre Media Group du dispositif de la décision à intervenir, dans son intégralité ou par extraits dans cinq journaux et revues au choix de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale, sans que la valeur de ces publications excède la somme de 30.000 euros augmentée de la TVA en vigueur ;

- dire que cette publication devra être faite dans les huit jours de la signification de la décision à intervenir, sous astreinte de 1.000 euros par jour de retard ;

- dire que la somme de 30.000 euros hors taxes, augmentée de la TVA au taux en vigueur au jour de la facturation, devra être consignée entre les mains de M. le Bâtonnier de l'Ordre des avocats de Paris dans le délai de quarante-huit heures à compter de la signification de la décision à intervenir ;

- dire que M. le Bâtonnier de l'Ordre des avocats de Paris attribuera cette somme sur production de la commande des publications ;

- ordonner la publication aux frais in solidum de M. M, M. P, Mme B, la société Répertoire des Sociétés et des Indépendants et la société Ambre Media Group sur la page d'accueil du site internet <http://www.repertoiredespros.com> de la décision, en son intégralité ou par extraits selon son choix, pendant une durée ininterrompue d'un mois à compter de sa première mise en ligne, et ce dans un délai de 48 heures à compter de la signification de la décision à intervenir, sous astreinte de 1000 euros par jour de retard;

- dire et juger qu'il sera procédé à cette publication en partie supérieure de la page d'accueil du site susvisé au-dessus de la ligne de flottaison, dans la partie centrale du premier écran de présentation qui s'affiche en appelant l'adresse <http://www.repertoiredespros.com>, en mode texte, de façon visible et en caractères « verdana », de taille 12, sans italique, de couleur noire et sur fond blanc, sans mention ajoutée, dans un encadré de 468x120 pixels, en dehors de tout encart publicitaire, le texte devant être immédiatement précédé du titre COMMUNIQUE JUDICIAIRE en lettres capitales, de taille 14, sans italique, de couleur noire sur fond blanc ;

- subsidiairement, si la cour ne confirmait pas le jugement en ce qu'il a prononcé l'annulation des marques REPERTOIRE DES SOCIETES ET DES INDEPENDANTS n°3 825 650, RSI REFERENCEMENT DES SOCIETES ET DES INDEPENDANTS n°3 849 260, RSI REPERTOIRE SPECIAL DES INDEPENDANTS n°3 853 931, RSI n°3 855 691, RSI RENSEIGNEMENTS SUR LES INDEPENDANTS n°3 701 004, RSI REPERTOIRE DES SOCIETES ET DES INDEPENDANTS n°3 735 455 sur le fondement de la fraude, prononcer l'annulation de ces marques en application des articles L.714-3, L.711-4 et, plus subsidiairement en application des articles L.714-3 et L. 711- 3 c) du code de la propriété intellectuelle et en conséquence, dire que, conformément aux articles R. 714-2 et R. 714-3 du code de la propriété intellectuelle, la décision à intervenir sera inscrite au Registre national des marques à son initiative, aux frais de la société Répertoire des Sociétés et des Indépendants ;

Dans tous les cas,

- assortir l'ensemble des condamnations financières d'une astreinte de 500 euros par jour de retard ; dire que l'ensemble des astreintes commencera à courir passer le délai de deux jours à compter de la signification de la décision à intervenir ; dire qu'elles seront productrices d'intérêts au taux légal et s'en réserver la liquidation ;

- condamner in solidum M. J M, Mme G B , épouse M, et M. P , la société Répertoire des Sociétés et des Indépendants et la société Ambre Media Group à lui verser la somme de 35.000 euros en application de l'article 700 du code de procédure civile au titre de l'instance d'appel, avec intérêt légal à compter de l'assignation ;

- compte tenu de la liquidation judiciaire de la société Répertoire des Sociétés et des Indépendants, il est demandé de :

- fixer le montant de sa créance à l'encontre de la société Répertoire des Sociétés et des Indépendants à la somme de 125.000 euros, telle que déclarée auprès de la société civile professionnelle B.T.S.G. le 19 septembre 2018, correspondant aux sommes suivantes :

- à titre principal :

- 30.000 euros en réparation de son préjudice d'image,

- 20.000 euros en réparation du préjudice résultant de la perturbation de la mission de service public de la CNDSSSTI,

- 30.000 euros H.T., soit 36.000 euros T.T.C., au titre des mesures de publication judiciaire ;

- au titre des frais et accessoires :



- 4.000 euros correspondant à la condamnation prononcée in solidum à l'encontre de la société Répertoire des Sociétés et des Indépendants, la société Ambre Media Group, M. M, Mme G B , épouse M, et M. P, en première instance, au titre de l'article 700 du code de procédure civile ;

- 35.000 euros correspondant à la demande de condamnation in solidum formulée par elle, au titre de l'article 700 du code de procédure civile ;

- dire que l'arrêt à venir sera porté sur l'état des créances par le greffier du tribunal de commerce de Paris ;

- condamner in solidum la société Répertoire des Sociétés et des Indépendants et la société civile professionnelle B.T.S.G., ès qualité de liquidateur de la société Répertoire des Sociétés et des Indépendants, à lui payer la somme de 1.000 euros au titre de l'article 700 du code de procédure civile, avec intérêts au taux légal, et d'ordonner l'emploi des frais de la présente instance, en ce compris la somme de 1.000 euros au titre de l'article 700 du code de procédure civile, en frais privilégiés de la procédure de liquidation judiciaire de la société Répertoire des Sociétés et des Indépendants ;

- ordonner la capitalisation des intérêts conformément aux dispositions de l'article 1343-2 du code civil, ce à compter de l'acte introductif d'instance en application de l'article 1231-7 du même code ;

- condamner in solidum M. M, Mme B, épouse M, et M. P, la société Répertoire des Sociétés et des Indépendants et la société Ambre Media Group aux entiers dépens dont distraction conformément aux dispositions de l'article 699 du code de procédure civile.

#### **- Sur la péremption d'instance**

Dans leurs dernières conclusions, M. M, Mme G B , épouse M, et M. P demandent au 'conseiller de la mise en état de constater la péremption d'instance et, partant, l'irrégularité de réinscription de l'affaire au rôle'.

Cette demande présentée dans des conclusions comportant également les moyens et prétentions au fond adressés à la cour d'appel, est destinée non à la cour mais au conseiller de la mise en état. Celui-ci n'a toutefois pas été régulièrement saisi de cet incident mettant fin à l'instance relevant de sa compétence par des conclusions séparées qui lui sont spécialement dédiées.

Aussi, la cour n'a pas à statuer sur cette prétention qui ne lui est pas adressée et qui relevait de la compétence exclusive du conseiller de la mise en état.

**- Sur la recevabilité à agir de la caisse nationale du régime social des indépendants devenue la CNDSSSTI**

L'article 32 du code de procédure civile dispose 'qu'est irrecevable toute prétention émise par ou contre une personne dépourvue du droit d'agir'.

Selon l'article 122 du même code, constitue une fin de non-recevoir le défaut de droit d'agir tel le défaut de qualité à agir, le défaut d'intérêt à agir, la prescription, le délai préfix.

Les appelants invoquent en premier lieu le défaut de qualité à agir de la caisse nationale du régime social des indépendants devenue la CNDSSSTI faute pour elle de s'être soumise à l'obligation d'immatriculation des mutuelles telle que prévue à l'article R. 414-1 du code de la mutualité.

Toutefois, l'article L. 611-3 du code de la sécurité sociale alors en vigueur dispose que 'le régime social des indépendants comprend une caisse nationale et des caisses de base. Ces organismes de sécurité sociale dotés de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont des organismes de droit privé chargés d'une mission de service public'.

Le régime social des travailleurs indépendantGéré par la caisse nationale du régime social des indépendants et des caisses de base est un régime de sécurité sociale destiné à l'ensemble de la population ou des travailleurs fondé sur le principe de solidarité. Il ne revêt pas le caractère d'une entreprise et en tant qu'organisme de sécurité sociale, n'est pas assimilé à une mutuelle. Il n'est donc pas soumis aux dispositions du code de la mutualité invoqué par les appelants. La caisse nationale du régime social des indépendants n'avait donc pas à justifier de son inscription sur le registre national des mutuelles institué par l'article L. 411-1 du code de la mutualité ainsi que le soutiennent à tort les appelants.

Les appelants invoquent en outre l'irrecevabilité à agir de la caisse nationale du régime social des indépendants faute pour elle de justifier être le titulaire inscrit au registre national des marques qu'elle invoque antérieurement aux faits reprochés notamment aux dépôts de marques effectués par MM. P, M et Mme B.

Selon l'article L.713-1 du code de la propriété intellectuelle, l'enregistrement de la marque confère à son titulaire un droit de propriété sur cette marque pour les produits et services qu'il a désignés.

L'article L.714-7 du même code précise que, 'toute transmission ou modification des droits attachés à une marque doit, pour être opposable aux tiers, être inscrite au registre national des marques. (')'.

Les marques RSI n°3 388 882, n°3 388 884 et n°3 388 885 invoquées par la caisse nationale du régime social des indépendants ont été déposées le 24 octobre 2005 par M. A directeur général représentant la CANCAVA, l'ORGANIC et la CANAM. Ces enregistrements de marque n'ont pas fait l'objet de renouvellement en 2015.

L'ordonnance n°2005-1528 du 8 décembre 2005 créant le Régime Social des Indépendants disposait expressément à son article 10 que les droits, biens, obligations, y compris les contrats de travail, les créances, les dettes et la trésorerie de la Caisse nationale d'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles (CANAM), la Caisse nationale de l'organisation autonome de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales (CANCAVA) et de la Caisse nationale de l'organisation autonome de l'assurance vieillesse des professions industrielles et commerciales (ORGANIC) sont transférés de plein droit à la caisse nationale du régime social des indépendants qui se substitue à elles, à la date de création du régime.

Les droits de marques susvisés ont bien été cédés en 2005 à la caisse nationale du régime social des indépendants. Cette cession a fait l'objet d'une inscription au registre national des marques le 16 septembre 2011 publiée au Bulletin officiel de la propriété industrielle du 21 octobre suivant.

Aussi, la caisse nationale du régime social des indépendants devenue la CNDSSSTI justifie bien être le cessionnaire inscrit au registre des marques, ce antérieurement à l'acte introductif d'instance en date du 16 janvier 2012 et doit être considérée comme recevable à agir en contrefaçon sur le fondement des marques précitées ce quand bien même certains faits reprochés tels les dépôts de marques par MM. P et Moutntary et Mme B intervenus les 22 décembre 2009, le 3 mai 2010, le 21 avril 2011, le 27 juillet 2011, le 31 août 2011 et le 22 août 2011, sont antérieurs à l'inscription au registre, ceux-ci étant postérieurs à la cession datant de l'ordonnance du 8 décembre 2005. Les appelants invoquent donc en vain l'absence de clause particulière stipulant que la caisse nationale du régime social des indépendants devenue la CNDSSSTI peut agir contre des actes antérieurs à l'inscription au registre, cette inscription concernant seulement l'opposabilité aux tiers de la cession qui est bien intervenue antérieurement aux faits reprochés.

Le jugement déféré sera en conséquence confirmé en ce qu'il a considéré la caisse nationale du régime social des indépendants devenue la CNDSSSTI aux droits de laquelle vient l'Acoss recevable à agir.

**- Sur la demande de mise hors de cause de MM. P et M ainsi que Mme B**

MM. P et M ainsi que Mme B font valoir qu'ils n'étaient plus propriétaires des marques à la date de délivrance de l'assignation le 16 janvier 2012 et sollicitent en conséquence leur mise hors de cause aux motifs que les marques critiquées exploitées par la société Répertoire des Sociétés et des Indépendants ont été cédées à la société Ambre Média Group le 21 novembre 2011 et qu'ils n'ont donc aucunement participé aux actes reprochés.

Néanmoins, il convient de relever avec la caisse nationale du régime social des indépendants devenue la CNDSSSTI aux droits de laquelle vient l'Acosse que l'action introduite a notamment pour objet la nullité des marques REPERTOIRE DES SOCIETES ET DES INDEPENDANTS n°3 825 650, RSI REFERENCEMENT DES SOCIETES ET DES INDEPENDANTS n°3 849 260, RSI REPERTOIRE SPECIAL DES INDEPENDANTS n°3 853 931, RSI n°3 855 691, RSI RENSEIGNEMENTS SUR LES INDEPENDANTS n°3 701 004, RSI REPERTOIRE DES SOCIETES ET DES INDEPENDANTS n°3 735 455 en raison du caractère frauduleux de leur dépôt, fraude qui s'apprécie à la date du dépôt. En outre, les demandes formées concernent également l'atteinte à la renommée par le dépôt de ces marques. Or, ces marques ont été initialement déposées par M. P ou M. M ou encore Mme B, MM M et P étant toujours titulaires des marques RSI n°3 855 691, RSI REPERTOIRE SPECIAL DES INDEPENDANTS n°3 853 931 et RSI RENSEIGNEMENTS SUR LES INDEPENDANTS n°3 701 004 selon les notices complètes de ces marques fournies au débat par la caisse (pièce 111).

Leur demande de mise hors de cause doit en conséquence être rejetée, l'action formée à leur encontre considérée comme recevable et le jugement entrepris confirmé de ce chef.

**- Sur la demande de rejet des débats de la pièce n°10 communiquée par les appelants**

La caisse nationale du régime social des indépendants devenue la CNDSSSTI aux droits de laquelle vient l'Acosse sollicite le rejet des débats de la pièce n°10 communiquée par les appelants.

Cette pièce est une consultation adressée par le précédent conseil de la caisse nationale du régime social des indépendants devenue la CNDSSSTI et est donc couverte par le secret professionnel en application de l'article 66-5 de la loi 71-130 du 31 décembre 1971 selon lequel *'en toutes matières, que ce soit dans le domaine du conseil ou dans celui de la défense, les consultations adressées par un avocat à son client ou destinées à celui-ci, les correspondances*

*échangées entre le client et son avocat, entre l'avocat et ses confrères à l'exception pour ces dernières de celles portant la mention " officielle ", les notes d'entretien et, pluGénéralement, toutes les pièces du dossier sont couvertes par le secret professionnel'.*

La circonstance que cette correspondance a été précédemment produite en justice par un tiers dans le cadre d'une instance distincte l'opposant à la société Répertoire des Sociétés et des Indépendants, à laquelle la caisse n'était pas partie, est indifférente, ce tiers ne pouvant autoriser la divulgation de cette pièce, aucun élément ne venant corroborer les affirmations des MM. P et M et de Mme B selon lesquelles la caisse aurait autorisé cette divulgation ou que les information que contient cette missive sont connues.

Aussi, cette consultation (pièce n°10 des appelants) couverte par le secret professionnel ne peut être produite en justice par les appelants et doit être écartée des débats. Les passages des écritures des appelants visés dans les écritures de la caisse et citant cette pièce n° 10 ne seront donc pas pris en considération par la cour sans qu'il soit justifié de les réputer non écrits.

Le jugement entrepris doit être confirmé de ce chef.

**- Sur la demande de nullité des marques de la CNDSSSTI aux droits de laquelle vient l'Acoss**

L'intimée estime que MM. P et M ainsi que Mme B sont irrecevables à former cette demande pour la première fois en cause d'appel, MM M et P ainsi que Mme B ne justifiant d'aucun intérêt légitime à solliciter l'annulation des marques RSI n°3 388 882, RSI REGIME SOCIAL DES INDEPENDANTS n°3 388 884 et RSI REGIME SOCIAL DES INDEPENDANTS n°3 388 885 opposées aux marques qu'ils ont frauduleusement déposées et qui constituent l'instrument de la commission de l'infraction d'escroquerie en bande organisée pour laquelle MM M et P ont précisément été condamnés.

Néanmoins, la caisse nationale du régime social des indépendants devenue la CNDSSSTI aux droits de laquelle vient l'Acoss oppose ces trois enregistrements de marque à l'appui d'une demande en nullité des marques déposées par MM M et P et Mme B, exploitées par la société répertoire des sociétés et des indépendants et cédés pour partie à la société Ambre Média Group sur le fondement de la fraude mais également sur l'indisponibilité de ces marques en raison des droits antérieurs dont la caisse est titulaire. La caisse sollicite en outre leur condamnation in solidum au paiement de dommages et intérêts pour l'atteinte portée à ses droits antérieurs.

Les appelants ont en conséquence un intérêt légitime à agir en nullité des marques qui leur sont opposées par la caisse.

Ils doivent être considérés comme recevables à agir.

Sur le fond, MM M et P ainsi que Mme B font valoir que les marques dont est titulaire la caisse nationale du régime social des indépendants devenue la CNDSSSTI aux droits de laquelle vient l'Acoss soit les:

- marque semi-figurative RSI, déposée le 24 octobre 2005 sous le n°3 388 882 pour désigner en classe 36 les 'Assurances; affaires financières ; affaires monétaires ; affaires immobilières ; caisses de prévoyance ; gérance de biens immobiliers, services de financement ; analyse financière ; constitution ou investissement de capitaux ; consultation en matière financière ; estimations financières (assurances, banques, immobilier) ; placement de fonds ; Caisse de sécurité sociale ; assurance maladie; agences de recouvrement de créances ; services de recouvrement de cotisations ; services de caisses de paiement de retraites',

- marque semi-figurative RSI REGIME SOCIAL DES INDEPENDANTS déposée le 24 octobre 2005 sous le n°3 388 884 pour désigner en classe 36 les mêmes services que la précédente,

- marque semi-figurative en couleur RSI REGIME SOCIAL DES INDEPENDANTS déposée le 24 octobre 2005 sous le n°3 388 885 pour désigner en classe 36 les mêmes services que les précédentes, sont génériques dès lors qu'elles indiquent la catégorie des services à laquelle appartiennent les services précités et dépourvues de caractère distinctif en ce que l'abréviation RSI qui désigne le régime social des indépendants et perçue comme tel par le public pertinent.

Néanmoins ainsi que le fait valoir la caisse, les marques RSI n°3 388 882, RSI REGIME SOCIAL DES INDEPENDANTS n°3 388 884 et RSI REGIME SOCIAL DES INDEPENDANTS n°3 388 885 sont constituées de signes semi-figuratifs , en couleur pour le dernier enregistrement n°3 388 885, et le caractère distinctif d'une marque doit être apprécié sur l'ensemble du signe et non les éléments qui le composent pris isolément y compris lorsque la marque est constituée d'un élément verbal et d'un élément figuratif. En outre, le caractère distinctif d'un signe s'apprécie à la date de dépôt de la marque.

En conséquence les marques dont la nullité est sollicitée, à supposer qu'à la date de leur dépôt le 24 octobre 2005 le sigle RSI soit appréhendé par le public pertinent comme l'acronyme usuel de l'expression 'Régime social des indépendants', ce qui n'est nullement établi par les appelants, ce sigle accompagné ou non de l'expression précitée est accolé à un logo certes simple mais parfaitement arbitraire et qui confère à l'ensemble du signe déposé à titre de marque un caractère distinctif à l'égard des services désignés et non utilement critiqué par les appelants.

La demande de nullité des marques susmentionnées sera en conséquence rejetée.

Il en va de même de la demande subsidiaire tendant à voir constater que ces marques sont dépourvues de caractère distinctif s'agissant des éléments verbaux, qui est inopérante, l'appréciation de la distinctivité d'un signe déposé à titre de marque se faisant pour le signe pris dans son ensemble et non à l'égard de certains éléments le composant.

**- Sur la renommée des marques appartenant à la caisse nationale du régime social des indépendants devenue la CNDSTI aux droits de laquelle vient l'Acoss**

Les appelants indiquent que contrairement à l'appréciation faite par le tribunal, les marques ne sont pas renommées car elles ne sont pas connues d'une partie significative du public constitué des consommateurs moyens de service d'assurance dans le domaine social.

Ainsi que le fait valoir l'intimée, une marque est renommée lorsqu'elle est connue d'une partie significative du public concerné par les produits et services pour la désignation desquels elle a été enregistrée.

La renommée des marques RSI dont est titulaire la caisse nationale du régime social des indépendants devenue la CNDSTI aux droits de laquelle vient l'Acoss doit être appréciée à la date des faits allégués comme portant atteinte à cette renommée soit, en l'espèce, à la date des dépôts des marques critiquées intervenus entre les 22 décembre 2009 et 31 août 2011.

L'intimée invoque la renommée des marques dont elle est titulaire pour les services suivants : 'Caisse de sécurité sociale ; assurance maladie ; services de caisses de paiement de retraites'.

Aussi, le public pertinent à prendre en considération est celui concerné par les services d'assurance sociale et de retraite et particulièrement les professions indépendantes directement concernées par les services offerts par l'intimée, soit plus de 6 millions de personnes tenues de cotiser à ce régime de sécurité sociale.

Si comme le soutiennent les appelants ces personnes identifient le régime social des indépendants comme la caisse à laquelle ils sont tenus d'être affiliés pour bénéficier de prestations sociales et de retraite, il n'en demeure pas moins que ces mêmes personnes connaissent les services rendus par leur caisse sous l'acronyme RSI accompagné ou non du logo déposé à titre de marque, ces éléments étant utilisés pour désigner les services précités ainsi qu'il résulte des pièces versées au débat tels les brochures informatives largement

diffusées au niveau national (pièces 1, 4, 56, 58, 67 et 74 notamment), le site internet rsi.fr dont la fréquentation est importante (pièce 70), l'important budget publicité pour communiquer sur ces services (pièces 62 et 68), ou encore la présence de ces signes dans les salons professionnels ou colloques (pièces 59, 63 et 66). Ainsi, les signes RSI invoqués sont bien utilisés et connus pour distinguer les services rendus et non pour désigner seulement la personne morale offrant ces prestations sociales comme le soutiennent à tort les appelants.

En conséquence, la caisse nationale du régime social des indépendants devenue la CNDSSSTI aux droits de laquelle vient l'Acosss démontre par les éléments qu'elle fournit au débat que les marques RSI sont connues d'une partie significative du public pertinent pour désigner les services offerts dans le cadre de la gestion du régime social des indépendants et doivent être considérées comme bénéficiant d'une renommée.

#### **- Sur l'atteinte aux marques de renommée**

L'article L.713-5 du code de la propriété intellectuelle dans sa version applicable à l'espèce, prévoit que 'la reproduction ou l'imitation d'une marque jouissant d'une renommée pour des produits ou services non similaires à ceux désignés dans l'enregistrement engage la responsabilité civile de son auteur si elle est de nature à porter préjudice au propriétaire de la marque ou si cette reproduction ou imitation constitue une exploitation injustifiée de cette dernière. Les dispositions de l'alinéa précédent sont applicables à la reproduction ou l'imitation d'une marque notoirement connue au sens de l'article 6 bis de la convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle précitée'.

Or, les marques françaises :

- semi-figurative RSI REPERTOIRE DES SOCIETES ET DES INDEPENDANTS, déposée le 21 avril 2011 sous le n°3 825 650 pour désigner plusieurs produits et services des classes 16, 35, 38, 39, 41, 42 et 45,
- semi-figurative RSI REFERENCEMENT DES SOCIETES ET DES INDEPENDANTS déposée le 27 juillet 2011 sous le n°3 849 260 pour désigner également des produits et services des classes 16, 35, 38, 39, 41, 42 et 45,
- marque verbale RSI REPERTOIRE SPECIAL DES INDEPENDANTS déposée le 22 août 2011 sous le n°3 853 931, pour désigner des produits et services dans les mêmes classes que les précédentes,



- marque RSI déposée le 31 août 2011 sous le n°3 855 691 pour désigner plusieurs produits et services des classes 9, 14, 16, 18, 20, 25, 34, 35, 38, 39, 41, 42 et 45,

- marque semi-figurative RSI RENSEIGNEMENTS SUR LES INDEPENDANTS déposée le 22 décembre 2009 sous le n°3 701 004 la pour désigner plusieurs produits et services des classes 16, 35 et 41,

- marque semi-figurative RSI REPERTOIRE DES SOCIETES ET DES INDEPENDANTS déposée le 3 mai 2010 sous le n°3 735 455 pour désigner des produits et services des classes 16, 35 et 41,

ont en commun avec les marques de l'intimée le sigle RSI et la référence aux professions indépendantes et présentent donc un degré de similitude entre elles ayant pour effet que le public concerné établit un lien entre les signes contestés et les marques antérieures. Il en va de même de l'usage des signes RSI REPERTOIRE DES SOCIETES ET DES INDEPENDANTS sur le site internet repertoiredespros.com, selon procès-verbal de constat dressé par huissier de justice le 25 octobre 2011, ainsi que sur les formulaires d'adhésion au 'Répertoire des sociétés et des indépendants' que la société Répertoire des Sociétés et des Indépendants adressait aux travailleurs indépendants.

Il est par ailleurs établi par les pièces produites par l'intimée, notamment les courriers de plainte, que les affiliés ont bien fait le lien entre les signes en cause et ont pour certains légitimement cru que le répertoire édité par les appelants l'était en lien avec le RSI.

L'atteinte à la renommée des marques dont l'intimée est titulaire est ainsi caractérisée et le jugement déféré confirmé de ce chef.

#### **- Sur la nullité des marques déposées par les appelants**

La caisse nationale du régime social des indépendants devenue la CNDSSSTI aux droits de laquelle vient l'Acosse conclut à la confirmation du jugement entrepris qui a annulé les marques RSI REPERTOIRE DES SOCIETES ET DES INDEPENDANTS n°3 825 650, RSI REPEREEMENT DES SOCIETES ET DES INDEPENDANTS n°3 849 260, RSI REPERTOIRE SPECIAL DES INDEPENDANTS n°3 853 931, RSI n°3 855 691, RSI RENSEIGNEMENTS SUR LES INDEPENDANTS n°3 701 004, RSI REPERTOIRE DES SOCIETES ET DES INDEPENDANTS n°3 735 455 en raison du caractère frauduleux de leur dépôt.

Les appelants exposent qu'ils n'avaient pas connaissance des marques antérieures au moment du dépôt, qu'ils n'ont jamais eu l'intention de nuire à l'intimée, qu'ils sont de bonne foi et que les services désignés par les marques litigieuses et les marques antérieures ne sont pas similaires. Ils estiment qu'il n'y a aucun risque

de confusion entre ces marques puisqu'elles se distinguent d'un point de vue visuel, phonétique, intellectuel et que l'acronyme 'RSI' peut faire référence à de nombreuses marques et dénominations sociales. Ils ajoutent que le dépôt n'a pas privé l'intimée de l'usage des marques antérieures.

Selon la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne, la cause de nullité d'une marque déposée de mauvaise foi s'applique lorsqu'il ressort d'indices pertinents et concordants que le titulaire d'une marque a introduit une demande d'enregistrement de cette marque non pas dans un but de participer de manière loyale au jeu de la concurrence mais avec l'intention de porter atteinte d'une manière non conforme aux usages honnêtes, aux intérêts de tiers, ou avec l'intention d'obtenir, sans même viser un tiers en particulier, un droit exclusif à des fins autres que celle relevant des fonctions d'une marque, notamment de la fonction essentielle d'indication d'origine. Toute allégation de mauvaise foi doit être appréciée globalement, en tenant compte de l'ensemble des circonstances factuelles pertinentes du cas d'espèce (arrêt du 12 septembre 2019 Affaire C-104/18P).

Il est établi par l'intimée que MM. P et M ont tous deux été affiliés au régime social des indépendants en 2008 et qu'ils avaient donc connaissance, tout comme Mme B épouse de M. M, de l'usage du sigle RSI par la caisse antérieurement aux dépôts de marques dont la nullité est demandée effectués en 2009, 2010 et 2011 et ce d'autant qu'il a été précédemment démontré la renommée des marques RSI dont la caisse est titulaire pour les services de caisse de sécurité sociale; assurance maladie; services de caisses de paiement de retraites.

Il résulte en outre que les dépôts de ces marques n'ont pas été effectués pour distinguer les produits ou les services en identifiant leur origine mais, par détournement de la fonction de la marque, dans la seule intention de s'approprier l'acronyme RSI d'un organisme officiel, de tromper les entités notamment affiliées au régime social des indépendants et les amener à adhérer à un 'répertoire des sociétés et des indépendants' en leur laissant croire qu'il existe un lien entre les services rendus par la caisse nationale du régime social des indépendants et ce répertoire et ainsi, nuire aux intérêts de la caisse nationale du régime social des indépendants. La circonstance que les marques dont la nullité est sollicitée ont été déposées pour des produits et services en vue d'exercer une activité d'édition d'annuaire des entreprises sur internet considérée comme différente de l'activité de la caisse par les appelants, est inopérante, le risque de confusion n'étant pas un élément nécessaire à la caractérisation de la mauvaise foi, d'autres circonstances factuelles, ci-avant caractérisées, pouvant constituer des indices pertinents et concordants établissant la mauvaise foi du demandeur à l'enregistrement de la marque.

Aussi, les dépôts de marque en cause ont bien été effectués de mauvaise foi et en fraude des droits de l'intimée qui est bien fondée à en solliciter la nullité.

Le jugement déféré mérite confirmation en ce qu'il a annulé les marques les marques RSI REPERTOIRE DES SOCIETES ET DES INDEPENDANTS n°3 825 650, RSI REFERENCEMENT DES SOCIETES ET DES INDEPENDANTS n°3 849 260, RSI REPERTOIRE SPECIAL DES INDEPENDANTS n°3 853 931, RSI n°3 855 691, RSI RENSEIGNEMENTS SUR LES INDEPENDANTS n°3 701 004, RSI REPERTOIRE DES SOCIETES ET DES INDEPENDANTS n°3 735 455.

### **- Sur la concurrence déloyale et le parasitisme**

La caisse nationale du régime social des indépendants devenue la CNDSSSTI aux droits de laquelle vient l'Acoss critique le jugement entrepris en ce qu'il n'a pas retenu les actes de concurrence déloyale reprochés et soutient que l'action en concurrence déloyale ne nécessite pas la caractérisation d'une situation de concurrence effective et que seul doit être caractérisé un comportement fautif à l'origine d'un préjudice.

Elle considère alors que les manœuvres déployées par la société Répertoire des Sociétés et des Indépendants pour laisser croire aux consommateurs à l'origine officielle de ses activités constituent incontestablement une faute et invoque également l'usurpation des noms de domaines qu'elle exploite 'rsi.fr' et 'le-rsi.fr'.

Il est en effet établi par les pièces produites par la caisse que les affiliés au régime social des indépendants ont été destinataires de formulaires comportant un en-tête RSI en gros caractères suivi de la mention 'Répertoire des sociétés et des indépendants' pré remplis avec les informations concernant le destinataire (dénomination, adresse du siège, forme juridique) évoquant un fichier de travailleurs indépendants, et dont il était sollicité de compléter les éléments manquants, créant ainsi un risque de confusion dans l'esprit du destinataire sur la qualité de l'émetteur de ces formulaires, certains ayant cru que le répertoire édité par la société Répertoire des sociétés et des indépendants l'était en lien avec la caisse nationale du régime social des indépendants et ayant payé la cotisation sollicitée, diverses plaintes pour escroquerie ayant d'ailleurs abouti à une décision du tribunal correctionnel de Paris du 10 décembre 2015 condamnant MM. P et M à une peine d'emprisonnement. Il est également démontré que les dépôts de marque incriminés comportant tous le sigle RSI, le site repertoiredespros.com exploité par la société Répertoire des Sociétés et des Indépendants affiche dès la page d'accueil le sigle RSI en gros caractères (procès-verbal de constat du 3 octobre 2011) auquel est associée l'expression Répertoire des sociétés et des indépendants ainsi que le formulaire ci-avant évoqué, sont tous par la

reprise du sigle RSI et la référence aux professions indépendantes, susceptibles de créer un risque de confusion avec les sites exploités par la caisse nationale du régime social des indépendants sous les noms de domaine rsi.fr et le-rsi.fr.

Les actes de concurrence déloyale sont ainsi caractérisés.

La caisse nationale du régime social des indépendants devenue la CNDSSSTI aux droits de laquelle vient l'Acoss poursuit en revanche la confirmation du jugement entrepris en ce qu'il a retenu les actes de parasitisme. Elle soutient que les agissements précités visent à se placer dans son sillage et à détourner ses investissements financiers et humains mis en oeuvre pour promouvoir les propres services des appelants, Elle ajoute que la société Répertoire des Sociétés et des Indépendants s'inspire et copie la valeur économique du terme « RSI », pour profiter sans bourse délier de la force d'attraction et de la notoriété du sigle « RSI » notamment auprès de ses affiliés destinataires des bulletins d'adhésion adressés par les appelants.

Néanmoins, le comportement fautif consistant dans la reprise du sigle RSI devenu notoire grâce aux investissements de l'intimée que ce soit dans les dépôts de marques critiqués que dans les bulletins officiels ont déjà été retenus au titre de l'atteinte à la marque de renommée et aucun fait distinct fondant les agissements parasites n'est caractérisé.

Le jugement entrepris est en conséquence infirmé pour avoir, à tort, rejeté les demandes de la caisse nationale du régime social des indépendants au titre de la concurrence déloyale et accueilli celles au titre des actes de parasitisme.

#### **- Sur les mesures réparatrices**

La caisse nationale du régime social des indépendants devenue la CNDSSSTI aux droits de laquelle vient l'Acoss considère que les agissements des appelants ont porté atteinte à l'image du RSI et perturbé le bon fonctionnement du service public. Elle sollicite désormais devant la cour l'allocation de la somme de 30.000 euros en réparation de son préjudice d'image et la somme de 20.000 euros en réparation de son préjudice résultant de la perturbation de sa mission de service public. Alors qu'elle demandait au tribunal de lui accorder la somme globale de 50.000 euros de dommages et intérêts sans distinction des préjudices, les premiers juges ont condamné in solidum les défendeurs à lui payer la somme de 10.000 euros en réparation de l'atteinte portée à ses marques de renommée, et celle de 10.000 euros au titre du parasitisme.

Il est en effet établi par la caisse que les agissements des appelants ont généré un risque certain de ternir son image et ont nécessité des messages d'avertissement pour prévenir les affiliés des manœuvres

constatées. Au vu des éléments dont dispose la cour, il sera alloué la somme de 15.000 euros de dommages et intérêts en réparation du préjudice d'image et de 5.000 euros en réparation du préjudice résultant de la perturbation de la mission de service public, sans qu'il soit besoin d'assortir ces sommes d'une astreinte.

La capitalisation des intérêts qui ont couru pendant plus d'une année est ordonnée en application des dispositions de l'article 1343-2 du code civil.

Le jugement entrepris sera infirmé de ces chefs.

En raison de l'ancienneté du litige et de la cessation des agissements critiqués, il ne sera pas fait droit à la demande de publication judiciaire qui apparaît non justifiée et le jugement confirmé de ce chef.

**- Sur les conséquences de la clôture de la procédure collective de la société Répertoire des Sociétés et des Indépendants**

A l'audience du 25 mars 2021, la cour a sollicité des parties un extrait kbis à jour de la société Répertoire des Sociétés et des Indépendants, la signification des dernières conclusions de l'Acoss à la SCP BTSG par acte du 20 janvier 2021 ayant été délivrée selon les modalités prévues à l'article 659 du code de procédure civile, la SCP BTSG ayant refusé l'acte au motif que la procédure collective était clôturée.

Selon l'extrait kbis du 24 mars 2021 adressé le 7 avril 2021 à la cour par RPVA accompagnée d'une note en délibéré, la procédure collective de la société Répertoire des Sociétés et des Indépendants a été clôturée pour insuffisance d'actif par jugement du 13 août 2020. Il n'a pas été porté à la connaissance de la cour la nomination par le tribunal de commerce d'un mandataire ayant pour mission de poursuivre les instances en cours (article L. 643-9 du code de commerce).

Cette société a fait l'objet d'une radiation d'office en application de l'article R. 123-129 1° du code de commerce.

Ainsi que le reconnaît l'Acoss dans sa note en délibéré notifiée et déposée le 7 avril 2021, la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif emporte l'extinction de la créance du débiteur liquidé.

Si les dispositions de l'article L. 643-11 I 3° prévoient que certains créanciers recouvrent leur droit de poursuite individuelle notamment lorsque la créance a pour origine des manœuvres frauduleuses commises au préjudice des organismes de protection sociale mentionnés à l'article L. 114-12 du code de la sécurité sociale, il n'en demeure pas moins que l'Acoss ne justifie pas que l'origine frauduleuse de la créance a été établie par une décision de justice, ou

par une sanction prononcée par un organisme de sécurité sociale dans les conditions prévues aux articles L. 114-17 et L. 114-17-1 du même code, étant relevé qu'il s'agit de créances de dommages et intérêts liés à la réparation d'un dommage issu d'un dépôt frauduleux de marques ou d'actes de concurrence déloyale.

Aussi, le jugement de clôture de la liquidation pour insuffisance d'actif ne faisant pas recouvrer au créancier l'exercice individuel de son action contre le débiteur, entraînant la fin de la mission des organes et partant de la représentation du débiteur par le liquidateur et provoquant de plein droit la dissolution de la personne morale, il convient de considérer que la créance de la CNDSSSTI aux droits de laquelle vient l'Acoss contre la société Répertoire des Sociétés et des Indépendants est éteinte et de mettre hors de cause la SCP BTSG.

### **- Sur les autres demandes**

Le sens de l'arrêt conduit à la confirmation des dispositions du jugement concernant les dépens ainsi que les frais irrépétibles sauf en ce qui concerne la condamnation in solidum de la société Répertoire des sociétés et des indépendants désormais dissoute.

Parties perdantes, MM. P et Moutary, Mme B et la société Ambre Media Group représentée par son mandataire ad hoc sont condamnées in solidum aux dépens d'appel et à payer à l'Acoss, en application de l'article 700 du code de procédure civile, une indemnité qui sera, en équité, fixée à la somme globale de 4.000 euros.

### **PAR CES MOTIFS**

La cour,

Confirme le jugement déferé sauf en ce qu'il a rejeté les demandes au titre de la concurrence déloyale et accueilli celles au titre des agissements parasitaires et condamné in solidum la société Répertoire des sociétés et des indépendants, la société Ambre média group, M. M, Mme B épouse M et M. P à payer à la caisse nationale du régime social des indépendants la somme de 10.000 euros en réparation de l'atteinte portée à ses marques de renommée, et celle de 10.000 euros au titre du parasitisme, la capitalisation des intérêts étant ordonnée à compter de la signification du présent jugement conformément aux dispositions des articles 1153-1 et 1154 du code civil ;

Statuant à nouveau et y ajoutant,

Dit n'y avoir lieu à statuer sur la demande de péremption d'instance adressée au conseiller de la mise en état,

Déboute MM. P et M et Mme B épouse M de leur demande de nullité des marques RSI n°3 388 882, RSI REGIME SOCIAL DES INDEPENDANTS n°3 388 884 et RSI REGIME SOCIAL DES INDEPENDANTS n°3 388 885,

Dit que MM. P et M, Mme B épouse M et la société Répertoire des Sociétés et des Indépendants ont commis des actes de concurrence déloyale au préjudice de la caisse nationale du régime social des indépendants devenue la CNDSSSTI aux droits de laquelle vient l'Acoss,

Déboute la caisse nationale du régime social des indépendants devenue la CNDSSSTI aux droits de laquelle vient l'Acoss de ses demandes au titres des agissements parasites,

Condamne in solidum MM. P et M et Mme B épouse M ainsi que la société Ambre Média Group à payer à la caisse nationale du régime social des indépendants devenue la CNDSSSTI aux droits de laquelle vient l'Acoss les sommes de 15.000 euros de dommages et intérêts en réparation du préjudice d'image et de 5.000 euros en réparation du préjudice résultant de la perturbation de la mission de service public,

Ordonne la capitalisation des intérêts,

Dit que la créance de la caisse nationale du régime social des indépendants devenue la CNDSSSTI aux droits de laquelle vient l'Acoss à l'égard de la société Répertoire des Sociétés et des indépendants dont la procédure de liquidation judiciaire a été clôturée pour insuffisance d'actif est éteinte,

Rejette les demandes de publication judiciaire ainsi que toute autre demande,

Vu l'article 700 du code de procédure civile,

Condamne in solidum MM. P et M et Mme B épouse M ainsi que la société Ambre Média Group à payer à la caisse nationale du régime social des indépendants devenue la CNDSSSTI aux droits de laquelle vient l'Acoss la somme de 4.000 euros,

Condamne in solidum MM. P et M et Mme B épouse M ainsi que la société Ambre Média Group aux dépens d'appel qui pourront être recouvrés conformément aux dispositions de l'article 699 du code de procédure civile.